

Le peuple ukrainien pris en otage par Poutine et les puissances occidentales

Après trois mois de manifestations à Kiev, l'ancien président ukrainien a démissionné la semaine dernière pour se réfugier en Russie.

Les manifestants de la place Maïdan, et au-delà, avaient acclamé la chute d'un régime corrompu, au service d'oligarques enrichis par le pillage de l'économie du pays, depuis son indépendance. Ce qui ne les empêchait pas de rester défiants vis-à-vis des politiciens du nouveau gouvernement, eux aussi largement corrompus et prêts à imposer à la population les nouveaux plans d'austérité exigés par l'Union européenne et le FMI.

Mais l'euphorie qui a suivi la fuite de Ianoukovitch aura été brève. Le président russe, Vladimir Poutine, en prétendant défendre la population russophone de l'Est de l'Ukraine, a fait sortir ses militaires de leurs bases en Crimée et voter un possible recours à une intervention armée.

Le nouveau gouvernement de Kiev où se côtoient extrême droite et oligarques ayant rivalisé de corruption avec les proches de Ianoukovitch, a pour sa part multiplié les déclarations nationalistes anti-Russes. Il riposte aux bruits de botte de Poutine en ayant mis l'armée ukrainienne en état d'alerte.

S'il est trop tôt pour savoir jusqu'où ira l'escalade

militaire, une chose est d'ores et déjà sûre :

L'affrontement avec la Russie éclipse pour l'heure le contenu social que le renversement de Ianoukovitch était en train de prendre.

Après les serviteurs de Poutine, les serviteurs des puissances occidentales veulent étouffer la révolte des travailleurs et de la population contre les ravages de la crise économique provoquée par les oligarques et les affairistes qui ont systématisé la corruption. Reste les rivalités des grandes puissances, côté russe comme occidental, pour contrôler cette région stratégique, qui conduisent aujourd'hui à toutes les surenchères nationalistes et guerrières.

Une partie de la population a réussi à chasser Ianoukovitch. Si tous les travailleurs, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest de l'Ukraine, s'y mettent ensemble, ils pourront chasser leurs oppresseurs et exploités, quelles que soient leurs allégeances !

Seule l'intervention des travailleurs, des classes populaires, peut empêcher le pire et pourrait imposer le respect des droits des peuples et des travailleurs, mettre fin aux privatisations qui ruinent l'économie ukrainienne, et ouvrir la voie à une Europe fondée sur la solidarité et la coopération et non la concurrence contre les peuples.

Le pacte de Hollande avec le patronat

Le gouvernement ne jure désormais que par le « pacte de responsabilité » proposé aux entreprises. Le pacte en question, c'est 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat, qui rejette toute « responsabilité ».

Pas question de promesses ni de contreparties en matière d'emploi, a expliqué Gattaz, le patron du Medef. Au contraire, il ordonne au gouvernement de ne pas « stresser » les entrepreneurs : les pauvres !

Ces déclarations patronales n'ont pas empêché le gouvernement d'embarquer les centrales syndicales dans l'arnaque des négociations sur ce pacte à sens

unique, qui se sont ouvertes vendredi dernier.

Une partie des centrales syndicales de salariés, CFDT en tête, s'y sont précipitées voyant même dans la première séance « un bon coup d'envoi ».

CGT et FO y sont allées en dénonçant le « marché de dupes ». Soit. Mais que préparent-elles comme riposte des travailleurs ?

Car ce qui se profile, ce sont de nouveaux sacrifices pour les travailleurs et la poursuite des licenciements.

À moins de se donner les moyens, ailleurs que dans les salons des négociations, d'être aussi intransigeants dans la défense de nos intérêts que les patrons le sont pour défendre les leurs.

Salaires variables : un rêve de patron

La direction de Renault et ses partenaires syndicaux viennent de signer un nouvel accord sur l'intéressement aux résultats financiers. Ceux-ci poursuivent le but affiché dans l'accord compétitivité : privilégier la part variable au détriment de la part fixe du salaire (AGS et AI).

Les primes versées de 2015 à 2017 dépendront du niveau de la Marge Opérationnelle (MOP) et d'un Free Cash Flow positif. Elles restent hiérarchisées : plus le salaire est élevé, plus la prime sera grosse.

Pour toucher cette carotte, il faudra travailler plus, plus vite, réduire les coûts... et ne pas traverser une nouvelle crise économique. Le bonheur, quoi !

Des NAO qui ne passent pas

A Renault Lardy, 130 salariés ont débrayé une heure vendredi 21 février pour protester contre le résultat des Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires. Avec 0 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) en 2014 pour les ETAM et les cadres, et des miettes en Augmentation Individuelle, les raisons de débrayer ne manquent pas.

Les ramasse-miettes

Dans un communiqué commun, les syndicats signataires de l'accord relatif à la négociation salariale de 2014 se félicitent d'avoir réussi à obtenir 1 % d'augmentation individuelle en moyenne (il n'y a plus que les APR qui ont des AGS) lors des NAO.

S'ils regrettent de ne pas avoir obtenu 1,2 % comme ils le demandaient, FO, CFDT et CGC « reconnaiss[ent] dans la tenue de cette négociation, une direction plus à l'écoute des organisations syndicales » et « un dialogue social de qualité » !

C'est sûr que quand on ne demande pas grand-chose, on a toutes les chances de se faire entendre.

Blocage des salaires pour 70% des cadres

Cette année, 70 % des ingénieurs et cadres n'auront aucune augmentation de salaire. Les autres auront en majorité 3 % d'Augmentation Individuelle, quelques rares chanceux 5 %. Beaucoup devront donc se consoler avec la prime de performance individuelle. Grâce à ce système, Renault engage une dépense sur une seule année : les primes peuvent disparaître, à la différence d'une augmentation du salaire de base.

Ras-le-bol des appels d'offres

Pour le deuxième mois consécutif, les fiches de paye ont été envoyées à notre domicile au lieu d'être livrées aux postes de travail. La faute, d'après la direction, à Docapost, qui a repris l'activité courrier à Vestalia suite au dernier appel d'offres (à l'occasion duquel les salariés du courrier transférés de Vestalia chez Docapost ont aussi perdu des plumes).

Mais qui désorganise les services, si ce n'est Renault avec ses appels d'offres permanents ?

Tentative de suicide au Technocentre

Le 13 février à 18h45, une salariée de Rueil, en déplacement au TCR, a été retrouvée inconsciente sur le parking du Pré Clos, et emmenée d'urgence à l'hôpital. Enfermée dans une voiture, elle avait avalé des médicaments et s'était ouvert les veines.

Pour savoir si cette tentative de suicide était liée au travail, il ne faudra pas compter sur la direction. De son côté, c'est encore une fois l'omerta.

CEF : Renault de nouveau condamné

16 salariés du TCR et d'Aubevoye, qui avaient déposé plainte aux Prud'hommes avec SUD pour débit illicite de leur CEF, viennent d'obtenir 38 000 € d'indemnités et le recrédit d'environ 1500 h de CEF. Déjà condamnée en 2011, la direction a supprimé le Compte Epargne Formation en juillet 2013. Mais les débits effectués avant cette date peuvent toujours être jugés illicites, tant qu'il n'y a pas prescription.

Les conducteurs montrent la voie

Les conducteurs de la ligne de bus 466 (gare de Saint Quentin-TCR) ont décidé de continuer leur grève entamée vendredi. Les grévistes, qui travaillent chez Mobicité à Trappes (filiale de la RATP), réclament 150 € d'augmentation de salaire net par mois. Et si on s'y mettait tous ensemble ?

Frais professionnels : l'AKKAtastrophe

Vendredi 28 février, des salariés d'AKKA, dont certains venus du Technocentre et de Lardy, ont manifesté pour la seconde fois devant l'agence AKKA à Guyancourt. Ils protestent contre un projet de baisse de leurs frais professionnels, qui leur ferait perdre plusieurs centaines d'euros par mois.

Sauf que l'employeur ne peut unilatéralement modifier le régime des frais professionnels, tel qu'il est prévu dans les ordres de mission. AKKA préparerait de nouveaux ordres de mission à partir de mars. Aucune raison de se précipiter pour les signer.

AKKA sur les pas d'Altran

Altran vient aussi de revoir à la baisse les frais de mission : primes de panier transformées en tickets repas payés en partie par le salarié, indemnités kilométriques calculées depuis le lieu de rattachement (agence) et plus de résidence... Les patrons se coordonnent, et si les salariés en faisaient autant ?

Une épée de Damoclès dans les poumons

378 salariés de la SBFM, filiale de Renault devenue Fonderie De Bretagne (FDB) en 2009, ont obtenu la reconnaissance du « préjudice d'anxiété » pour avoir été exposé à l'amiante jusqu'en 1998 à leur travail.

Beaucoup de salariés de la SBFM sont déjà morts à cause de l'amiante. Tous vivent avec cette menace. Le 26 février, les Prud'hommes de Lorient ont estimé ce préjudice à 7500 € par salarié. Pas cher payé.